

EAU SERVICE

N° 29 - NOVEMBRE 2009

LE JOURNAL DE LYONNAISE DES EAUX
POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES



DÉCRYPTAGE

LA PROTECTION DES CHAMPS
CAPTANTS, MODE D'EMPLOI

APPLICATION

OPTIMISER LES RÉSEAUX POUR
PRÉSERVER LA RESSOURCE

EAUX DE BAINADE
**PLUS QU'UN AN
POUR RÉALISER LES
PROFILS DE PLAGE**

⊕ OFFERT
VOTRE CAHIER TECHNIQUE SUR LES EAUX DE BAINADE
DÉTAIL EN PAGE 6



DIJON
LES PISCINES SOUS SURVEILLANCE

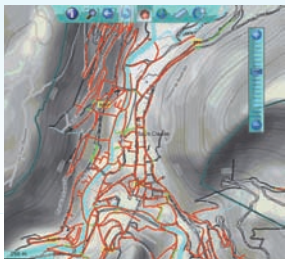
Lyonnaise des Eaux assure la maintenance des installations de chloration et de traitement de l’eau des trois piscines municipales de Dijon. Une prestation complétée par la mise en œuvre et le pilotage d’un système de télégestion, qui permet de collecter l’ensemble des données techniques (taux de chlore, pH…) et de donner l’alerte en cas de dysfonctionnement.

OPALIA
LA GESTION SUR MESURE DES PISCINES MUNICIPALES

Opalia est née de la volonté de Lyonnaise des Eaux et de Vert Marine* d’offrir aux collectivités une solution clés en main pour la gestion des piscines municipales. Opalia intervient de la maîtrise d’ouvrage du projet, jusqu’à l’entretien des équipements, en passant par l’accueil du public, la surveillance des bassins ou encore l’animation des lieux.

Plus d’informations sur www.opalia.fr

** Société spécialiste du conseil et de la gestion d’équipements de sport et de loisirs en délégation de service public.*



INNOVATION
PILOTEZ LA CARTO EN LIGNE

Pour élaborer une stratégie performante d’exploitation, d’anticipation et de renouvellement des réseaux d’eau et d’assainissement, il est indispensable d’avoir une connaissance approfondie du patrimoine enterré. Le Système d’information géographique (SIG) a cette vocation. Ce logiciel localise et répertorie précisément les ouvrages des réseaux, ainsi que l’historique des interventions et des pannes... La nouvelle offre de Lyonnaise des Eaux, « Carto en ligne », permet d’accéder directement à ces informations via Internet. Les données du SIG s’affichent d’un simple clic sur différents fonds de plans (cadastraux, villes, photos aériennes, etc.) ou encore par thèmes (visites, curages, campagnes de détection des fuites...).

RELATION CLIENT
LYONNAISE DES EAUX À NOUVEAU SUR LE PODIUM

Lyonnaise des Eaux vient d’être élu service client de l’année 2010 dans la catégorie des entreprises de distribution d’eau. Cette récompense, décernée par l’institut BVA, constitue le deuxième prix reçu cette année par Lyonnaise des Eaux dans le domaine de la relation client. L’entreprise s’est vu décerner en juin dernier le premier prix du Podium de la relation client dans le domaine des services pour la deuxième année consécutive. Un réel encouragement à poursuivre les actions engagées pour améliorer le service rendu aux consommateurs.



DIAGNOSTIC ÉCOLOGIQUE

Dijon choisit Lyonnaise des Eaux

Avec l’appui de Rivages Pro Tech, Lyonnaise des Eaux offre aux collectivités locales un service d’expertise des eaux de baignade. Le Grand Dijon lui a confié le diagnostic écologique du lac Kir et notamment l’étude des raisons du développement de plantes aquatiques envahissantes.

ÉDITORIAL

AVOIR TOUJOURS
UNE LONGUEUR D'AVANCE
POUR NOS CLIENTS

ISABELLE KOCHER
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LYONNAISE DES EAUX



Les attentes des consommateurs évoluent : ils veulent désormais avoir la possibilité d’agir concrètement pour maîtriser leur consommation d’eau et contribuer à la protection de l’environnement. Pour cela, ils attendent des solutions personnalisées, vraiment utiles au quotidien.

Lyonnaise des Eaux a la capacité de répondre à ces attentes. Grâce à une démarche d’écoute de l’ensemble des parties prenantes, mais aussi à une politique ambitieuse d’innovation technique, sociale et contractuelle, notre entreprise se transforme pour proposer des solutions concrètes à tous les consommateurs d’eau.

C’est pourquoi nous lançons la gamme de services Dolce Ô. Elle propose aux particuliers des services qui leur permettront de rendre leur habitat plus confortable, plus économique et écologique. Il s’agit de l’alerte fuite, du relevé à distance des compteurs d’eau, de l’assurance et de l’assistance fuite.

Parce que notre mission est de toujours proposer des solutions innovantes et sur mesure à nos partenaires les collectivités, les élus ont la possibilité d’intégrer certains de ces services dans la délégation

services public ou bien au contraire, de décider de laisser le choix aux consommateurs d’y souscrire individuellement.

Quant aux professionnels de l’habitat et aux gestionnaires de parcs immobiliers, qui sont des acteurs importants du service de l’eau dans l’habitat collectif, nous avons créé pour eux la gamme « Lyonnaise des Eaux PRO ». Elle propose des solutions pour une gestion maîtrisée de l’eau : outils d’alerte et d’analyse, gestion multi-compteurs, répartition précise des charges... Nous développons également des services innovants pour la gestion d’énergies renouvelables, la production de chaleur à partir des réseaux d’eaux usées ou la récupération de l’eau de pluie.

En proposant ces nouveaux services, nous sommes heureux d’être aux côtés des collectivités et de les accompagner dans les efforts qu’elles déploient pour promouvoir des solutions toujours plus respectueuses de la ressource et des milieux naturels.

Le monde change, Lyonnaise des Eaux aussi... Nous continuons d’affirmer ce qui fait notre différence : la proximité et le désir d’avoir toujours pour nos clients une longueur d’avance.

Une nouvelle
gamme de services aux
particuliers : Dolce Ô



L'ÉCHÉANCIER DE LA MISE EN APPLICATION DU DÉCRET

2010 : les analyses des Ddass serviront de base aux calculs permettant de déterminer le classement des plages en 2013.

2011 : le profil des eaux de baignade, qui doit être réalisé au 31 décembre 2010, sera publié pour chaque plage, ainsi que les mesures correctives envisagées.

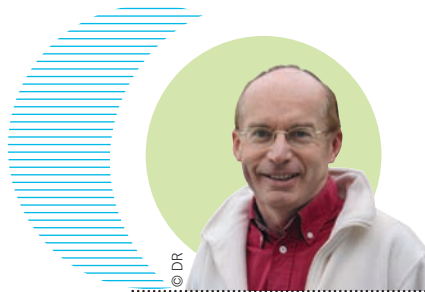
2012 : l'information du public sera assurée au plus près des zones de baignade et par Internet.

2013 : un second classement des plages, tenant compte des nouveaux critères, sera établi.

PLUS QU'UN AN POUR RÉALISER LES PROFILS DE PLAGE

VIGILANCE ACCRUE DES VACANCIERS, RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION..., LA QUALITÉ DES EAUX DE BAINADE EST SOUMISE À UN CONTRÔLE DE PLUS EN PLUS STRICT. POUR DES SAISONS TOURISTIQUES SANS NUAGES, IL EST DÈS AUJOURD'HUI POSSIBLE DE RÉALISER LES DIAGNOSTICS NÉCESSAIRES ET DE METTRE EN PLACE LES MESURES QUI S'IMPOSENT, AVEC L'AIDE D'EXPERTS.

📍 Les résultats des analyses sont disponibles sur le site internet du ministère de la Santé et des Sports : www.sante-sports.gouv.fr



TROIS QUESTIONS À...

JEAN DUCHEMIN,
CHARGÉ DE MISSION EAU ET SANTÉ
À LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

Quelque 1 800 communes en France disposent de plages officiellement ouvertes à la baignade. Contrairement aux idées reçues, les deux tiers sont situés à proximité de sites de baignade en eau douce, et le tiers restant sur le littoral marin. Ces eaux de baignade constituent dans leur ensemble un atout touristique appréciable et une source de revenus non négligeable... À condition, toutefois, d'en garantir la qualité. Car les vacanciers se montrent sensibles à l'état sanitaire des sites et de plus en plus exigeants en matière d'information. « Dans un contexte de concurrence entre destinations touristiques avec de nouvelles offres sur les côtes méditerranéennes et de l'Adriatique, mieux vaut fournir la preuve de la qualité et de la sécurité de ses plages », remarque Philippe Massé, directeur de Rivages Pro Tech et du Centre technique du littoral, ayant des implantations sur les littoraux atlantique et méditerranéen. Certains élus ont déjà mis en place des dispositifs de protection de leurs eaux de baignade : diagnostic des sources de pollution, dispositifs de surveillance, travaux sur les réseaux d'assainissement, certification...

DE NOUVELLES ÉCHÉANCES EN 2010

Mais tous ne montrent pas la même prévoyance, surtout pour les eaux continentales : « La précédente réglementation en la matière datait de 1976 et reposait surtout sur une notion de contrôle sanitaire a posteriori, explique Philippe Massé. Désormais, il s'agit davantage de s'assurer de la qualité des eaux de baignade par des actions préventives. » En effet, dès 2010, dans le cadre d'une nouvelle réglementation, plus contraignante, toutes les communes devront adopter une politique efficace dans ce domaine. La directive-cadre européenne 2006/7/CE – transcrite dans le droit français par le décret 2008-990 du 18 septembre 2008 relatif à la gestion des eaux de baignade et des piscines et deux arrêtés des 22 et 23 septembre 2008 – impose aux collectivités territoriales d'établir un profil de leurs eaux de baignade

La directive européenne sur les eaux de baignade ne prendra réellement effet qu'en 2013. Pourquoi les communes doivent-elles s'en préoccuper aujourd'hui ?

Selon nos estimations, si rien n'est fait rapidement, une zone de baignade sur dix pourrait être menacée de fermeture dans cinq à six ans sur le littoral normand... Nous évaluons la perte financière au niveau nationale due à la baisse de la fréquentation touristique liée à des fermetures en cascade à plus de 10 milliards d'euros sur dix ans. À titre de comparaison, les investissements nécessaires, pour fiabiliser

le réseau d'assainissement notamment, se monteraient à 4 ou 5 milliards d'euros en dix ans.

Par quoi faut-il commencer ?

Par la rédaction des profils d'eaux de baignade, rendus obligatoires avant mars 2011 par la directive. Ils consistent en un inventaire des sources de pollution (chroniques, aiguës ou potentielles), une quantification des rejets ou des risques potentiels et une évaluation de l'influence de ces sources de pollution sur les sites, via l'analyse historique et/ou la modélisation. Les profils permettent en outre de hiérarchiser les sources de pollution et de prioriser les travaux à réaliser, donc de gérer intelligemment ses dépenses.

Dans le cadre d'un groupe de travail européen, nous avons étudié les outils et développé une méthode. Un guide récapitulatif est disponible sur le site de notre agence (www.eau-seine-normandie.fr).

L'Agence de l'eau Seine-Normandie incite les collectivités à s'associer pour élaborer leur stratégie en matière de qualité des eaux de baignade. Pourquoi ?

Pour répartir les coûts, mettre les informations en commun et réaliser des économies d'échelle, dès lors que les études impliquent la modélisation des panaches des mêmes rejets et de leurs impacts. Mener une étude par groupes homogènes de zones de baignade est plus économique et d'autant plus logique que les sources de pollution potentielles concernent une large zone, que nous estimons à 20 ou 30 km en amont sur les fleuves côtiers. Notre agence dispose par ailleurs déjà de cahiers des charges types, de suivis de rejets, d'historiques, de modèles hydrodynamiques, développés notamment avec l'Ifremer ou Seamer... Enfin, nous proposons également des subventions aux communes qui font cette démarche. Cette approche présente aussi l'avantage de créer des solidarités entre les communes amont et aval.

5 à 10 %
des plages pourraient être fermées

lors de la saison 2014,
à cause d'une qualité insuffisante
de leurs eaux.

(caractéristiques, importance et fréquence des sources de pollution potentielles...), de nommer une personne responsable de ce sujet et de définir, le cas échéant, les actions correctives à mener. Elles élaboreront un programme de surveillance et devront tenir le public informé de la qualité des eaux de baignade. Si la qualité des sites est jugée mauvaise, elles se verront placées dans l'obligation de prendre les mesures appropriées. Le préfet veillera au respect de cette réglementation (information du public, classement, appréciation de la pertinence des mesures de gestion de la pollution).

LES QUATRE PROCHAINES SAISONS PRISES EN COMPTE

Les critères permettant de statuer sur la qualité de ces eaux ont été renforcés : deux paramètres entrent désormais en ligne de compte au lieu d'une dizaine auparavant, mais la concentration acceptable de ces bactéries a été divisée par quatre en eau marine et réduite de moitié en eau douce. De surcroît, « la variabilité des résultats entre désormais en considération dans leur mode de calcul », note Philippe Massé. À l'issue de la saison 2013, un dernier bilan sera dressé, qui tiendra compte des ...



© Jean-Marc Aujoulat - Picturacant

... résultats des quatre dernières saisons. Les sites qualifiés d'insuffisants cinq années de suite seront alors fermés à la baignade. Selon un rapport de l'Afset, si aucune des mesures nécessaires n'est mise en place, de 5 à 10 % des plages pourraient subir ce sort. Une étude de l'Agence de l'eau Seine-Normandie porte même cette proportion à 14 % sur la côte normande. Des pôles d'expertise, comme Rivages Pro Tech de Lyonnaise des Eaux, peuvent aider les collectivités à trouver des solutions pertinentes et à les développer. La première étape de la démarche consiste à effectuer un diagnostic afin de déterminer la vulnérabilité des milieux naturels, d'étudier les facteurs de dégradation de la qualité de l'eau (mauvaise séparation des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées, épandage, rejets non conformes de stations d'épuration, rejets de logements individuels non raccordés, rejets d'industries alimentaires, écoulements diffus, activités agricoles et urbaines mal maîtrisées, activités nautiques, risques de pollution accidentelle...).

Dans un second temps, des procédures de surveillance volontaire peuvent être mises en place aux endroits stratégiques, comme les déversoirs d'orage, les vallons ou les estuaires. Il peut s'agir d'une surveillance régulière, lorsqu'un cours d'eau voisin est susceptible de transporter quotidiennement des pollutions vers le littoral, ou d'une surveillance ponctuelle, dans un environnement particulièrement fragile en cas d'orage...

DES PROGRÈS QUI CHANGENT TOUT

« Aujourd'hui, rappelle Huot Srun, expert à la direction marketing de Lyonnaise des Eaux, le système d'analyse M.E.R.® (méthode enzymatique rapide) offre en une heure une évaluation fiable de la concentration en *Escherichia coli**, adaptée au niveau réglementaire actuel. La méthode moléculaire GEN-SPOT® mesure, quant à elle, en trois heures la concentration en *Escherichia coli*, adaptée au niveau réglementaire de la nouvelle directive. Toutes deux permettent de décider à bon escient de la fermeture

préventive ou de la réouverture d'une plage, et d'informer rapidement le public de la situation. » Des experts développent actuellement des outils de simulation de la qualité de l'eau qui prennent en compte la gestion des flux d'eaux usées, mais aussi les comportements des milieux, leur capacité ou non à digérer les pollutions, l'effet des événements climatiques ou des phénomènes naturels comme la houle, le vent ou les marées... Reste enfin à prendre les mesures adéquates – travaux sur le système d'assainissement, limitation des pratiques polluantes ou contrôle des pollutions diffuses –, puis à effectuer un dernier bilan en fin de saison. Bien que ne faisant pas l'objet d'une obligation légale, d'autres initiatives contribuent utilement à l'amélioration des eaux de baignade : certification (*lire encadré page ci-contre*), barrages contre les méduses, collecte de déchets flottants, dépollution d'hydrocarbures, enlèvement des déchets sur la plage et auprès des bateaux de plaisance... Un vrai bain de jouvence pour les plages de mer, de rivière et de lac !



GRATUIT !

COMMANDEZ NOTRE CAHIER TECHNIQUE
SUR LES EAUX DE BAINADE.
PAR E-MAIL : eouservice12@lyonnaise-des-eaux.fr
OU EN RETOURNANT LA CARTE-RÉPONSE JOINTE

* *Escherichia coli* est une bactérie fréquente du tube digestif de l'homme et des animaux à sang chaud. La plupart des souches d'*Escherichia coli* sont sans danger. Certaines, comme les souches entérohémorragiques (EHEC), peuvent cependant être à l'origine de toxico-infections alimentaires (TIA) graves.

CONTACT

Philippe Massé : 05 59 41 42 14

**CERTIFICATION ET
IMAGE DE MARQUE**

Pour un coût à peine plus élevé que celui de la réorganisation obligatoire de la gestion des eaux de baignade imposée par la réglementation, pourquoi ne pas vouloir obtenir la certification « Démarche qualité eau de baignade » ? Créée sur l'initiative de l'État, de l'Association nationale des élus du littoral (Anel) et de l'Association nationale des maires des stations classées et des communes touristiques (ANMSCCT), elle vise à garantir une méthode de surveillance et de gestion des eaux de baignade afin d'améliorer la qualité de l'eau et d'en informer largement le public. Connaissance des risques, surveillance, communication, actions de protection et d'amélioration, gestion de crise..., la démarche, volontaire et dynamique, permet également à la commune d'améliorer son image et son rayonnement touristique.



CALVADOS
« **ANTICIPER POUR MIEUX
GÉRER LES CRISES** »

PIERRE LETELLIER, PRÉSIDENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT (SIA) DE LA CÔTE DE NACRE.

Notre SIA regroupe sept communes, dont cinq en bord de mer. Le tourisme représentant la principale activité économique locale, la qualité des eaux de baignade constitue un enjeu important. La mise en service d'une station très performante d'assainissement des eaux usées, fin 1999, a permis de résoudre en grande partie les problèmes de pollution des zones littorales. Mais quelques difficultés perdurent sur le réseau d'assainissement et les émissaires pluviaux. Certains habitants, mal raccordés, rejettent en effet leurs eaux usées dans le réseau de collecte des eaux pluviales. Environ 11 000 contrôles sont programmés. Ils doivent s'achever en 2018. D'autre part, de nombreuses arrivées d'eaux se produisent en cas de fortes pluies. Depuis deux ans, nous avons élaboré un prédiagnostic, qui sera complété par la définition d'un profil de vulnérabilité avec l'aide du conseil général. Nous avons également mis en place une procédure d'analyse de l'eau de baignade, M.E.R.®, remplacée cette année par GEN-SPOT®. Sur dix points caractéristiques, dont deux en remontant les cours d'eau qui s'écoulent le long de la côte, nous réalisons un test hebdomadaire, complété par d'autres contrôles en cas d'alerte ponctuelle. Ainsi, nous savons dès midi s'il est possible d'ouvrir la plage aux baigneurs. Ces vérifications volontaires nous aident à mieux anticiper sur les crises et d'éviter qu'elles ne soient comptabilisées dans le bilan de la Ddass en 2013."



PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
« **UN APPUI TECHNIQUE
RASSURANT** »

CHRISTINE BESSONART,
MAIRE DE SAINT-PÉE-SUR-NIVELLE

Notre commune dispose d'un lac de 12 hectares, en pleine nature, alimenté en eau douce par quatre sources. Son cadre préservé et sa base de loisirs en font un site apprécié des vacanciers et des habitants, le seul de ce type dans le Pays basque. Pour assurer sa conformité, en 2013, avec la directive-cadre européenne sur les eaux de baignade, nous avons engagé, depuis deux ans, un processus de prédiagnostic avec Lyonnaise des Eaux. N'oublions pas que, pour l'eau douce, les normes bactériologiques sont plus strictes que pour l'eau de mer. Des analyses sont réalisées une fois par semaine afin de déterminer les causes de pollution ponctuelle et de trouver des solutions. A priori, les grosses précipitations devraient représenter la seule vraie menace. Mais mieux vaut s'en assurer. L'été, des analyses rapides sont effectuées régulièrement. Une modélisation hydrodynamique des risques de pollution complètera ce dispositif et, actuellement, les responsables de la surveillance du lac bénéficient d'une formation pour être capables, en observant l'eau, de déceler tout signe anormal. Il est important pour nous de rester vigilants, et nous apprécions de pouvoir nous appuyer sur les compétences de Lyonnaise des Eaux et de son Centre technique du littoral, tout proche."

PRÉSERVER LA QUALITÉ DE LA RESSOURCE EN EAU

RESPONSABLE DE LA QUALITÉ DE LA RESSOURCE EN EAU SITUÉE SUR SA COMMUNE, LE MAIRE SE DOIT DE LA PRÉSERVER EFFICACEMENT DES POLLUTIONS. UN ENJEU SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTAL QUI CONSTITUE AUSSI UN DÉFI ÉCONOMIQUE. INSTAURATION DE PÉRIMÈTRES DE PROTECTION AUTOUR DES CAPTAGES D'EAU, PLANS D'ACTION SUR LE TERRITOIRE DES BASSINS D'ALIMENTATION..., LES DERNIÈRES LOIS METTENT L'ACCENT SUR LA PRÉVENTION.

TROIS PÉRIMÈTRES DE PROTECTION POUR LE CAPTAGE AEP

Le code de la santé publique français impose la mise en place de périmètres réglementaires autour des points d'eau pour prévenir les pollutions locales ou accidentelles susceptibles d'affecter la ressource. Ces zones de protection sont définies selon leur vulnérabilité par un expert hydrogéologue indépendant désigné par le préfet. Sur ces périmètres sont décrites interdictions, prescriptions et recommandations établies en fonction des risques. Leur superficie couvre rarement l'ensemble du bassin d'alimentation du captage. Déterminés par déclaration d'utilité publique (DUP), les périmètres de protection sont établis après une procédure technique et administrative rigoureuse. Outre de limiter les risques de pollution, la DUP permet à la collectivité de se prémunir juridiquement contre toute extension ou implantation à proximité du captage d'activités préjudiciables à la qualité de l'eau.

périmètre de protection éloignée

PROTECTION D'UN CAPTAGE : LES ACTIONS À MENER

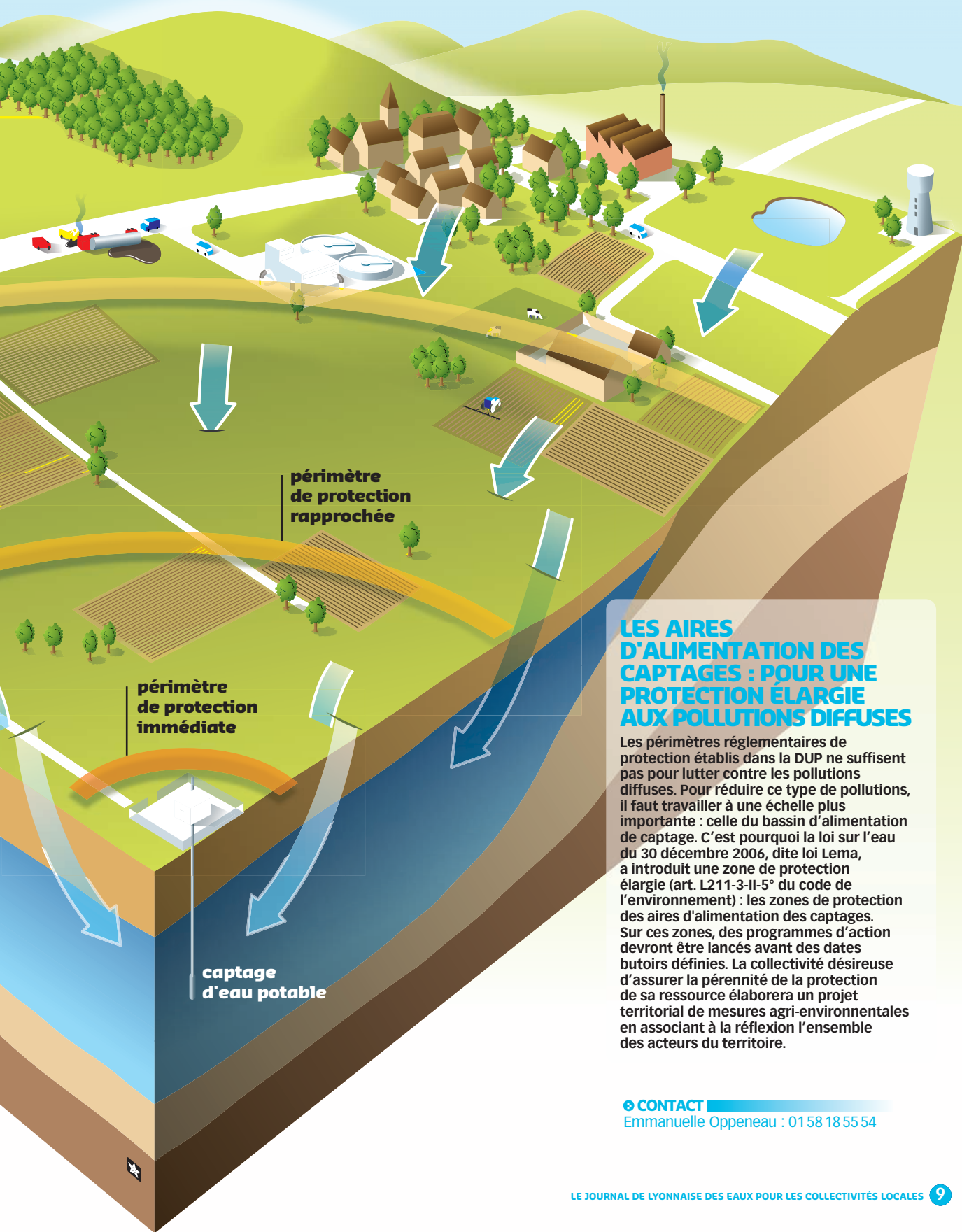
1- Votre captage doit impérativement bénéficier de périmètres de protection fixés par déclaration d'utilité publique (DUP), pour le préserver de toute pollution accidentelle.

2- Si votre captage fait partie des 500 points d'eau jugés prioritaires (Grenelle de l'environnement, article 24), il doit être protégé au plus tôt : DUP avant 2010.

3- Si votre captage représente une ressource essentielle pour l'alimentation en eau potable et est menacé par des pollutions diffuses : il peut faire partie d'une zone de protection des aires d'alimentation des captages définie par la Lema article L211-3.



Ruissellement et / ou infiltration de substances polluantes



LES AIRES D'ALIMENTATION DES CAPTAGES : POUR UNE PROTECTION ÉLARGIE AUX POLLUTIONS DIFFUSES

Les périmètres réglementaires de protection établis dans la DUP ne suffisent pas pour lutter contre les pollutions diffuses. Pour réduire ce type de pollutions, il faut travailler à une échelle plus importante : celle du bassin d'alimentation de captage. C'est pourquoi la loi sur l'eau du 30 décembre 2006, dite loi Lema, a introduit une zone de protection élargie (art. L211-3-II-5° du code de l'environnement) : les zones de protection des aires d'alimentation des captages. Sur ces zones, des programmes d'action devront être lancés avant des dates butoirs définies. La collectivité désireuse d'assurer la pérennité de la protection de sa ressource élaborera un projet territorial de mesures agri-environnementales en associant à la réflexion l'ensemble des acteurs du territoire.

CONTACT
Emmanuelle Oppeneau : 01 58 18 55 54



L'OPTIMISATION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE

LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES EN EAU FAIT DE L'EFFICACITÉ DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE UN OBJECTIF PRIORITAIRE. POUR Y RÉPONDRE, LYONNAISE DES EAUX A DÉVELOPPÉ DES OUTILS QU'ELLE MET À LA DISPOSITION DES COLLECTIVITÉS.

PIERRE BALME,
PRÉSIDENT DE LA
COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DES
DEUX-ALPES, ET
DIDIER LECOT,
DIRECTEUR
TECHNIQUE

ISÈRE

« UN REGARD NEUF ET DES SOLUTIONS ADAPTÉES »

La configuration et les spécificités de la communauté de communes des Deux-Alpes nécessitent une réponse adaptée en ce qui concerne le réseau d'eau potable. En effet, ce réseau s'étend sur un territoire contrasté situé sur deux vallées et un plateau, donc avec un fort dénivelé (de 800 à 2 200 mètres d'altitude), avec d'importantes variations climatiques. Il doit par ailleurs répondre aux exigences d'une station de sports d'hiver, avec ses creux et pics de consommation (2 000 habitants en basse saison, 35 000 pendant l'hiver), tout en assurant la défense contre l'incendie. Le système radiographique Scanner, proposé et mis en place par Lyonnaise des Eaux, a permis d'expertiser la conduite principale de 4 km de long par où transite toute l'eau de la station. Cette canalisation est soumise à de très fortes contraintes. Elle recueille de l'eau brute à l'entrée et doit supporter une pression importante (30 à 35 bars, au lieu de 10 à 16 bars pour les conduites classiques)... Deux facteurs qui risquent d'endommager les aciers d'enrobage. Nous avons pu, avec Scanner, établir un diagnostic sûr sans coupure d'eau pour les usagers. Nous avons ainsi constaté qu'il n'y avait pas de dommages majeurs sur le réseau. Le caractère non intrusif de la méthode proposée par Lyonnaise des Eaux a été décisif dans notre choix. Dans une station de sports d'hiver, il est en effet capital de ne pas subir d'interruptions de service, particulièrement en haute saison. À moyen terme, grâce à notre collaboration avec Lyonnaise des Eaux, nous bénéficierons de nouveaux moyens pour prévenir les fuites ou suivre la consommation en temps réel, grâce à des outils comme la télérelève. Les propriétaires de résidence secondaire pourront ainsi connaître leur consommation à distance. Ces solutions, qui seront pleinement opérationnelles dans deux ou trois ans, devraient nous permettre d'optimiser le rendement de notre réseau."

CONTACT

Laure Galvez : 01 58 18 49 05



© T. Duvivier



© DR

GUY FEREZ,
MAIRE D'AUXERRE
ET PRÉSIDENT DE
LA COMMUNAUTÉ
DE L'AUXERROIS

YONNE

« UNE BONNE INFORMATION EST PRIMORDIALE POUR MENER UNE ACTION EFFICACE »

La préservation des réserves d'eau existante, tant en ce qui concerne sa qualité que sa quantité, est l'un des enjeux majeurs de l'Agenda 21 de la ville d'Auxerre et de la communauté de l'Auxerrois. Cet ensemble de mesures, couronné en 2004 par le ministère de l'Écologie et du Développement durable, entre aujourd'hui dans sa deuxième phase, intitulée « Plan, climat territorial ». Dans une ville comme Auxerre, citée historique dotée de nombreuses galeries, les dispositifs développés par Lyonnaise des Eaux offrent des outils essentiels pour détecter les fuites. La vigilance quotidienne permet une réactivité immédiate et ainsi une meilleure gestion de la ressource. À l'échelle de la communauté de l'Auxerrois, les enjeux sont globaux. Améliorer le rendement du réseau est une ambition primordiale. Les systèmes mis en place par Lyonnaise des Eaux permettent d'assurer avec une grande efficacité la surveillance, la télégestion et la sectorisation. Les progrès réalisés en matière de détection et d'information sont très importants et posent à terme la question du renouvellement du réseau."



© P. Ménard / épeus communication

DES SOLUTIONS ADAPTÉES À TOUTES LES SITUATIONS

Afin d'améliorer la performance du réseau d'eau potable et ainsi garantir la préservation de la ressource,

Lyonnaise des Eaux propose une large gamme d'outils à l'usage des collectivités.

- Pour une vision exhaustive du réseau, permettant de suivre et d'archiver ses évolutions, existent le Système d'information géographique (SIG) et la Carto en ligne.

- Concernant la détection des fuites, plusieurs solutions répondent aux différents enjeux et aux spécificités du réseau.

- Le procédé Avertir® permet de détecter les fuites en temps réel.

- Le procédé SmartBall d'Advitam permet la détection de fuites, même faibles, et leur localisation précise, à moins de 1 mètre, sur des canalisations de gros calibre, sans couper l'alimentation en eau.

- Autres innovations : sur les grandes canalisations, le recours à l'hélium comme gaz traceur permet la détection de fuites avec un matériel léger et, sur les canalisations métalliques, le système Scanner permet de mesurer la corrosion interne.

- Chez les particuliers, le service alerte fuite permet de suivre à distance la consommation d'eau et de déclencher une alerte en cas de présomption de fuite. Grâce à ces innovations, les pertes en eau potable ont été réduites de 2 millions de mètres cubes entre 2007 et 2008, pour un rendement des réseaux resté stable à 79,9 %.



PUITS ET FORAGES PRIVÉS : LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION



LE DÉCRET N° 2008-652 DU 2 JUILLET 2008 VIENT PRÉCISER L'UTILISATION DE L'EAU PRÉLEVÉE DEPUIS DES INSTALLATIONS PRIVATIVES. IL PRÉVOIT UN NOUVEAU RÉGIME DE DÉCLARATION ET DE CONTRÔLE DES Puits ET FORAGES PRIVÉS À USAGE DOMESTIQUE. EXPLICATIONS.

CE QUE PRÉVOIT LA RÉGLEMENTATION

- La nouvelle réglementation, promulguée à des fins sanitaires, stipule que tout puits ou forage construits par un propriétaire ou un locataire pour récolter de l'eau à usage domestique doit faire l'objet d'une déclaration auprès du maire de la commune concernée. On entend par usage domestique (R1321-1 du code de la santé publique) les eaux utilisées par des personnes physiques pour la boisson, la cuisson, la préparation d'aliments et les autres usages domestiques – lavage, arrosage... – et, dans le cas des entreprises alimentaires, celles qui entrent dans l'élaboration des produits destinés à la consommation humaine.
- Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, la déclaration en mairie doit être effectuée par l'utilisateur un mois au plus tard avant le début des travaux et au plus tard le 31 décembre 2009 pour les ouvrages achevés avant le 31 décembre 2008. Le formulaire de déclaration est en ligne sur un site créé par le ministère et qui comporte une foire aux questions : www.forages-domestiques.gouv.fr

LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS DANS LE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS

- Les collectivités ont la faculté d'exercer un contrôle essentiel à la préservation des ouvrages de distribution d'eau potable à des fins sanitaires. Le règlement du service de l'eau doit prévoir la possibilité pour les agents du service d'accéder aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations intérieures. Les collectivités peuvent décider de déléguer par contrat cette fonction à l'exploitant du service d'eau potable.
- Les agents nommément désignés par le service d'eau potable sont seuls habilités à accéder à la propriété privée en présence de l'abonné (ou de son représentant), prévenu au moins sept jours ouvrés avant leur venue, pour procéder au contrôle des ouvrages.
- Outre la vérification de la déclaration en mairie, ce contrôle porte sur différents points (art. R2224-22-3 du code général des collectivités territoriales – CGCT) : l'examen des parties apparentes du dispositif de prélèvement; le constat des usages de l'eau effectués ou possibles grâce à l'ouvrage (en cas d'usage alimentaire

de l'eau, une analyse P1 sera exigée pour vérifier la qualité de l'eau); la vérification de l'absence de connexion du réseau de distribution de l'eau provenant d'une autre ressource avec le réseau public de distribution d'eau potable; le contrôle des mesures de sécurité et de signalisation des ouvrages; enfin, un contrôle du compteur volumétrique.

- Ce contrôle donne lieu à un rapport de visite qui doit clairement mentionner les risques soulevés par l'installation et les mesures à prendre, à destination de l'utilisateur, afin d'y remédier dans un délai fixé.
- Le contrôle a lieu tous les cinq ans et ne s'exerce pas si les utilisateurs des installations n'ont pas souscrit d'abonnement au service d'eau potable de la ville.
- En cas de risque de pollution, il est possible de diligenter un nouveau contrôle, et cela peut aller, même si les textes ne l'obligent pas, jusqu'à la coupure de l'eau potable.

CONTACT Dominique Vienne : 01 58 18 45 24

CE QUE DOIT CONTENIR LA DÉCLARATION EN MAIRIE

La déclaration en mairie comprend un formulaire et des pièces à fournir (arrêté du 17 décembre 2008). Le formulaire contient :

- les informations sur le propriétaire, le déclarant, le maître

d'ouvrage et l'entreprise chargée de l'exécution des travaux ;

- les informations relatives à l'ouvrage (localisation, type, usages auxquels il est destiné et caractéristiques générales, comme

la profondeur, le débit, le diamètre...). Les pièces à fournir (nouvel article R2224-22 et 1° et 3° de l'article R2224-22-1 du CGCT) sont un plan de localisation, un extrait du cadastre et les résultats d'une analyse

de la qualité de l'eau réalisée par un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé. Cette déclaration est accessible au préfet et aux agents des services publics d'eau potable et d'assainissement.